Lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations : actualité et collaboration avec le Musée national de l'histoire de l'immigration

Marie Poinso

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/hommesmigrations/8795>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.8795

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2019

Pagination : 132-139

ISBN : 978-2-919040-44-5

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Marie Poinso, « Lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations : actualité et collaboration avec le Musée national de l'histoire de l'immigration », *Hommes & migrations* [En ligne], 1324 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2019, consulté le 06 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/8795> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.8795>

REPÉRAGE

Lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations: actualité et collaboration avec le Musée national de l'histoire de l'immigration

Entretien croisé entre **Frédéric Potier**,
délégué interministériel à la lutte contre le racisme,
l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (Dilcrah),
et **Hélène Orain**,
directrice générale de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée,
réalisé par Marie Poinot.

H *ommes & Migrations: Quelles sont les missions
de la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme,
l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (Dilcrah)
et comment ont-elles évolué récemment ?*

Frédéric Potier : La Dilcra a été créée en mars 2012. Sa forme et ses missions actuelles ont été fixées en 2015 lors de la refonte de la délégation et de son rattachement au Premier ministre. Sa compétence recouvrait alors la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Elle s'est élargie à la haine LGBT au mois de juillet 2016, suite à l'attentat à Orlando en Floride contre une boîte de nuit LGBT : la Dilcra est alors devenue Dilcrah. La montée en puissance de la Délégation correspond à l'élaboration, pour la première fois, d'une véritable politique publique qui vise à faire reculer ces haines qui ont beaucoup à voir entre elles : le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT.

Une des principales missions de la Dilcrah est le soutien aux initiatives de la société civile. Le budget de la Dilcrah s'élève aujourd'hui à 6,2 millions d'euros. 1,5 million sont consacrés à la lutte contre la haine anti-LGBT. 2,2 millions correspondent à un appel à projets local, déconcentré mis en œuvre par les préfets dans le cadre des Comité opérationnels de lutte contre le racisme et l'antisémitisme (CORA). Outre ces fonds, de nombreux financements, dépendants du ministère de l'Intérieur, du ministère de la Justice, du ministère de l'Éducation nationale, ou relevant des politiques de la ville peuvent être mobilisés. L'effort global de l'État pour la lutte contre la haine est donc bien plus

large que le strict champ de financement de la Dilcrah. Mais le fait d'avoir cette enveloppe dédiée permet, d'une part, de soutenir des projets spécialement pertinents et, d'autre part, de faire émerger beaucoup de petits projets, d'hyper-proximité, très centrés sur l'action locale. Cela contribue, grâce à l'implication des préfets dans la sélection des dossiers et dans les liens avec les partenaires, au développement d'un bon réseau territorial. Nous sommes extrêmement attachés à cet aspect de notre travail.

La Dilcrah porte aussi une démarche de sensibilisation et de formation. Elle intervient désormais dans les écoles de police et de gendarmerie, à l'École nationale de la magistrature, dans les Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE). C'est une partie importante de notre travail que l'on souhaiterait maintenant étendre à d'autres écoles.

La lutte contre la haine sur Internet est l'une des priorités du nouveau Plan national de lutte contre le racisme et l'antisémitisme 2018-2020. Il s'agit d'abord de faire évoluer les règles : la Dilcrah est en charge, avec d'autres acteurs ministériels et parlementaires, de la réflexion sur une révision législative pour lutter contre la haine sur Internet et sur les réseaux sociaux en particulier. En effet, aujourd'hui, notre loi n'est plus adaptée, mais il n'y a pas de fatalité ! Les Allemands, par exemple, ont voté une loi qui est applicable depuis un an et qui permet de retirer du contenu illégal sous 24 ou 48 heures, et de sanctionner de manière extrêmement forte – avec des amendes pouvant atteindre 50 millions d'euros – les opérateurs qui ne se plient pas à ces exigences. C'est efficace. La Dilcrah est donc en train de regarder avec nos partenaires allemands comment importer et adapter cette loi en France. Les grands opérateurs d'Internet ont aussi pris de leurs responsabilités. Progressivement, des coopérations se nouent avec Facebook, Google ou Twitter pour promouvoir le civisme et lutter contre le complotisme. Mais, sans attendre ces évolutions, la Dilcrah agit au quotidien contre la haine en ligne : nous sommes ainsi amenés – souvent avec succès – à demander le retrait de vidéos ou de posts illicites et à faire bloquer des comptes qui répandent la haine. En s'appuyant sur des partenariats, nous soutenons la production de contre-discours ou des discours alternatifs, ainsi que l'acquisition de l'esprit critique. Nous participons ainsi à la lutte contre les théories du complot.

La Dilcrah intervient également au niveau international, dans les instances européennes notamment.

Pour remplir ces missions, il est important d'être rattaché au Premier ministre : ce positionnement permet d'être plus opérationnel et d'entretenir un dialogue permanent avec l'ensemble des ministères.

H&M : La Dilcrah a-t-elle une mission d'observation des situations vécues, de remontée analytique ou statistique des celles-ci ?

F. P. : La Dilcrah n'a pas de département recherche mais elle dispose d'un conseil scientifique qui était jusqu'à une date récente présidée par la sociologue et politologue Dominique Schnapper¹. Nous travaillons avec un réseau de

1. Auteure de l'ouvrage récent : *La citoyenneté à l'épreuve. La démocratie et les juifs* (Paris : Gallimard, « NRF Essais »), 2018.

chercheurs de sciences sociales spécialisés dans ce domaine. Nous contribuons au financement de projets de recherche et de centres de recherche (comme le Centre de formation et de recherche contre le racisme et l'antisémitisme-IHTP, Paris-8). Notre soutien a également permis le lancement, par la Fondation Jean Jaurès, d'un observatoire LGBT+. Enfin, nous finançons intégralement 2 bourses de thèse depuis l'automne 2018. On souhaite le faire chaque année pour irriguer la recherche universitaire sur ces thèmes là.

H&M: Le contexte français a-t-il changé depuis les attentats terroristes de 2015 ?

F. P. : Les formes du racisme ont changé. Le racisme basé sur la croyance en la supériorité de « races » sur d'autres, fondées sur de prétendues différences biologiques est aujourd'hui assez marginal. Même si, selon la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), 9 % de la population française pense qu'il existe de telles différences, ce racisme biologique est en recul chaque année et laisse place à un racisme plus social, plus culturel, parfois plus insidieux. Le racisme s'exprime par exemple envers les « musulmans », ou « les Roms ». Il se traduit notamment par des discriminations particulièrement marquées dans le domaine de l'emploi ou du logement. Il peut y avoir aussi du racisme envers les personnes blanches ou les personnes asiatiques. Il faut évidemment tenir compte de ces évolutions : la Dilcrah utilise une définition du racisme qui n'est pas celle du XIX^e siècle mais qui, comme le fait la CNCDH, est plus large. Aujourd'hui, les questions dites raciales, sociales, voire culturelles, se croisent et font que le phénomène est protéiforme.

Bien avant les attentats terroristes, il y a eu une série d'actes antisémites. Cette situation est aujourd'hui la raison de la forme la plus aigüe d'inquiétude et de préoccupation parmi les Français de confession juive. Cela nous interroge en termes de politiques publiques et de réponses à apporter.

Sur la problématique de la haine anti-LGBT, la Dilcrah ne parle pas de racisme mais d'une haine qui peut prendre la forme de l'homophobie, de la lesbophobie, de la biphobie, de la transphobie. La société française est globalement plus tolérante à la manifestation des identités LGBT dans l'espace public. Mais, paradoxalement, cette plus grande visibilité va également de pair avec des mouvements de rejet et des réactions qu'il faut combattre. Il ne faudrait pas considérer qu'avec le mariage pour tous on a mis fin aux LGBT phobies, car ce n'est absolument pas le cas. Cette réalité doit nous imposer une très grande vigilance et justifie la mise en œuvre d'une politique publique que d'ailleurs très peu de pays ont adoptée actuellement.

H&M: Comment le Musée national de l'histoire de l'immigration appréhende-t-il ces changements du regard sur l'immigration ?

Hélène Orain : Nous constatons le même phénomène depuis quelques années, à savoir l'émergence d'un racisme qui n'est plus explicite mais davantage insidieux, parfois même invisible mais cependant « dévastateur » pour la cohésion sociale de la société française. Face à cette évolution, nos deux priorités sont les jeunes, en particulier les scolaires, et les acteurs intermédiaires, celles et ceux qui sont en charge de ces questions auprès des publics quels qu'ils soient.

Je pense aux enseignants, aux fonctionnaires des collectivités, aux acteurs des politiques publiques sur les territoires, aux acteurs associatifs, aux journalistes, etc. Nous nous attachons à transmettre et à mettre à disposition de ces acteurs des connaissances et des ressources éditorialisées sur l'histoire et l'actualité de l'immigration.

Chaque année depuis 2016, avec le soutien de la Dilcrah, nous nous engageons dans le cadre de la semaine d'éducation contre le racisme et nous organisons dans nos murs, *Le Grand Festival contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT*. Cette année, du 18 au 24 mars, artistes, journalistes, chercheurs, enseignants, militants associatifs, acteurs publics de l'intégration ... sont mobilisés au Palais pour proposer au grand public des moments d'actions, de réflexions et de débats, de formations, de restitution d'expériences, du théâtre, de la danse, etc. Cet engagement nous caractérise en tant que musée national et fait de nous, grâce au partenariat avec la Dilcrah, un des rares opérateurs culturels à agir dans ce champ.

Pourquoi un tel engagement ? S'agissant d'un musée, la chose peut surprendre. Il faut cependant se souvenir que ce musée a notamment pour mission de changer les regards sur l'immigration. Il doit donc, par ses propositions, contribuer à déconstruire les stéréotypes et lutter, ce faisant, contre le racisme. Par ailleurs, je suis convaincue que la culture, les œuvres et les artistes sont de puissants leviers pour lutter contre le racisme. Les institutions culturelles doivent jouer un rôle et s'engager sur ce terrain.

H&M : *Frédéric Potier, vous avez déclaré dans Le Monde qu'il ne fallait pas taire les chiffres. Quels sont les effets selon vous d'une meilleure information ?*

F.P. : Les chiffres sont d'abord un thermomètre. Je ne crois pas aux indicateurs parfaits, mais les chiffres permettent d'avoir des tendances. Sur les 8 ou 9 derniers mois, on a connu une forte augmentation des chiffres de l'antisémitisme (+ 70 %) alors même qu'on n'a procédé à aucun changement de méthode statistique. Les chiffres de la police et de la gendarmerie constituent notre premier indicateur. D'autres sources statistiques sont disponibles comme les chiffres du ministère de la Justice. Le ministère de l'Éducation nationale vient de mettre en place, avec la Dilcrah, une équipe nationale de lutte contre le racisme et l'antisémitisme qui pourra s'appuyer sur de meilleures remontées d'informations, par les établissements scolaires, des faits de racisme, et d'antisémitisme qui, à l'école, peuvent notamment prendre la forme du harcèlement. Le ministère de l'Intérieur publie, depuis 2016, les chiffres des actes anti-LGBT. Cela permet ensuite de construire les politiques publiques. L'existence de cet appareil statistique officiel n'empêche pas de prendre en compte d'autres sources d'informations. À cet égard, les rapports de la CNCDH sont très détaillés. La Dilcrah va financer la deuxième vague de l'enquête Trajectoires et Origine (TeO).

H&M : *Les chiffres sont intéressants aussi lorsqu'ils sont territorialisés. Pensez-vous, Frédéric Potier, qu'il faille une sorte de Plan Marshall pour régler le problème du racisme et des discriminations en France ?*

F. P. : On pourrait penser qu'il suffirait de déverser des millions pour régler la question. Ce n'est pas toujours le cas. La Dilcrah essaie d'avoir des politiques qualitatives. Parfois, il suffit de 300 euros, dans un endroit très précis, avec une équipe associative très motivée, pour lutter de manière décisive contre les préjugés et les stéréotypes. La communication intensive autour des projets et des actions ne suffit pas non plus. Depuis le lancement du Plan national de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, la Dilcrah s'est surtout attachée à sa mise en œuvre. Parfois les projets ne vont pas marcher et je l'assumerai. Certaines actions vont avoir des résultats qu'il faudra amplifier. Il faut donner la priorité aux leçons de terrain et non aux discours théoriques.

H&M: Quels sont les secteurs prioritaires pour ce plan d'action de la Dilcrah ?

F. P. : Plusieurs outils ont été déployés en partenariat avec les ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur. Le site « Éduquer contre le racisme et l'antisémitisme », notamment, a été développé par Canopé (le réseau de création et d'accompagnement pédagogiques du ministère de l'Éducation nationale). Il a été créé pour les enseignants et est alimenté par des chercheurs et des universitaires. Il est complété par un Mooc sur le racisme et l'antisémitisme, élaboré par Michel Wieviorka qui a été très suivi à son lancement et qui est désormais accessible de manière permanente. L'équipe nationale mise en place avec le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, Jean-Michel Blanquer, aura également pour rôle d'apporter des ressources (des liens avec les sites des lieux de mémoire, contacts d'avocats luttant contre les discriminations, accompagnement des enseignants, etc.) aux établissements qui rencontrent des problèmes. Cette équipe nationale s'appuiera pour cela sur les équipes académiques « Laïcité » dont la mission est étendue désormais au racisme et à l'antisémitisme. Cela va permettre de mieux en identifier les raisons et surtout d'en renverser les logiques.

H&M: Quel rôle joue ou pourrait jouer le Musée dans la diffusion des connaissances sur les problématiques de discrimination et plus généralement comme médiation scientifiques ?

H. O. : Le musée national de l'histoire de l'immigration porte une « double » mission. D'une part, la production de connaissances et de savoirs rendant compte de l'histoire de l'immigration dont, bien entendu, l'analyse des phénomènes de rejet liés au racisme et à l'antisémitisme, mais aussi « agir et transformer le regard des Français » sur l'immigration afin que ce dernier évolue en tenant compte des réalités et des faits historiques.

Cette mission visant à faire évoluer les regards « nous oblige » à définir une stratégie d'intervention plus offensive qui ne peut se contenter de la simple mise à disposition de connaissances historiques sur les phénomènes de rejet liés à l'immigration ou plus généralement sur les discriminations liées à l'origine réelle ou supposée.

Dans cette perspective, il nous faut « aller vers » ! Vers les acteurs locaux via nos expositions itinérantes, vers les acteurs éducatifs en proposant par exemple aux enseignants, des temps de formation et des outils d'ingénierie, vers les

acteurs associatifs avec qui le Musée entretient historiquement des liens de proximité, etc.

En tant que musée national, nous disposons de deux leviers importants, mobilisés par ailleurs, dans le cadre du *Grand Festival* pour répondre à cet enjeu de médiation : les artistes et la recherche scientifique. Il s'agit donc pour nous d'organiser et surtout d'accompagner la rencontre entre ces différents mondes, scientifique, culturel, éducatif, artistique, militant, etc., au travers de spectacles vivants, de rencontres-débats, de colloques, de projection-débats, de rencontres littéraires, etc.

H&M : *Frédéric Potier, vous avez mentionné auparavant les acteurs de terrains : les associations, les collectivités locales. Quels sont leurs besoins aujourd'hui ?*

F. P. : Notre objectif est de renforcer le milieu associatif. Il faut qu'on puisse les aider à se régénérer, à se renouveler financièrement, mais pas uniquement. Il leur faut passer le cap du numérique. C'est sur internet que se recrutent aujourd'hui les nouveaux militants et c'est là aussi que se combattent les discours de haine.

Le MNHI peut permettre une meilleure connaissance des phénomènes de racisme, d'antisémitisme, de xénophobie, de repli identitaire, et la formation des salariés et des cadres associatifs sur ces thèmes. Les temps forts du musée sont aussi très importants. La Dilcrah assure une partie du financement de la semaine d'éducation contre le racisme qui a lieu au mois de mars. Pendant une semaine dans l'année, un lieu incarne la lutte contre le racisme. C'est pourquoi on avait choisi de lancer le Plan national depuis le Musée national de l'histoire de l'immigration, dont les murs eux-mêmes sont porteurs d'histoire. Cela permet de se rappeler l'histoire coloniale de la France mais aussi de comprendre ce qu'a été l'histoire de l'immigration. Avant cela, l'exposition *Mondes tsiganes* nous avait offert l'opportunité de promouvoir notre action sur ce sujet en particulier.

Nous avons des partenariats extrêmement forts avec des lieux de mémoire : le MNHI, le Mémorial de la Shoah, le Camp des Milles à Aix-en-Provence, le Mémorial du Camp de Rivesaltes, la maison d'Izieu. On a signé, il y a deux mois, une convention avec le Mémorial ACTe en Guadeloupe. La Dilcrah a aussi financé en grande partie la mise en place d'un Musée Dreyfus à Médan. Ils sont tous différents par leurs histoires, leurs objets, leurs perspectives et leurs méthodes, mais les réunir – comme nous l'avons fait pendant la préparation du Plan national de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, permet de réfléchir à des enjeux communs et de développer des outils communs. Ce sont ces rencontres, notamment, qui nous ont conduit à la réflexion sur la nécessité de « sortir des murs » des musées et mémoriaux pour aller à la rencontre des publics que nous souhaitons toucher. La Dilcrah finance ainsi plusieurs projets d'itinérance d'expositions, grandes et plus petites...

H&M : *Le Musée national de l'histoire de l'immigration est-il un lieu ressources dans ce domaine ?*

H. O. : Oui, évidemment. Pour contribuer à changer les regards, il faut pouvoir expliquer, faire comprendre et transmettre. L'ignorance est le terreau du racisme et de l'antisémitisme et le carburant du complotisme et des fake news. Le Musée national de l'histoire de l'immigration est déjà un lieu ressource très bien identifié puisque son site internet est fréquenté par plus de 1,5 million de visiteurs par an. Cette fonction « ressources » est pour nous structurante et va de pair avec nos missions de diffusion et de transmission.

Confronté à une demande sociale qui ne faiblit pas, nous souhaitons dans le cadre du prochain Programme scientifique et culturel (PSC) renforcer encore cette fonction « ressources ». À titre d'exemple, en 2019, nous prévoyons le lancement d'une encyclopédie en ligne des migrations permettant de regrouper les connaissances et les savoirs sur ces sujets. Nous avons aussi renforcé les rencontres-débats au Musée, en lançant en septembre dernier un nouveau cycle, « Plein Cadre », sous la présidence de Benjamin Stora. Nous disposons aussi d'outils de diffusion comme la revue *Hommes & Migrations* qui a fortement évolué cette année pour tenir compte de cet enjeu de mise à disposition de ressources.

H&M : *Qu'en est-il des effets stigmatisant des représentations liées à l'histoire de l'immigration ? Sont-ils pris en compte par les actions de la Dilcrah ?*

F. P. : La façon dont on enseigne l'histoire de France aujourd'hui est très loin de la façon dont elle était enseignée il y a un siècle. Aujourd'hui, les programmes et les ressources pédagogiques à destination des enseignants, comportent des séquences sur l'histoire des migrations, leurs trajectoires, leurs traces dans l'histoire française. La Dilcrah combat l'idée qu'il y aurait un roman national mythifié dans le passé mais, au contraire, elle cherche à promouvoir la diversité. La France ne serait pas tout à fait la France sans les Outre-Mer, malgré leurs histoires qui ont pu être tragiques. Il faut rappeler et valoriser cette complexité. En plus du Musée, nous soutenons de nombreuses associations engagées dans la transmission de l'histoire de l'immigration.

Un projet est également en court, avec l'historien Pascal Blanchard, pour financer des petits modules de vidéos visant à déconstruire les clichés liés à ces représentations (l'ultra-marin fainéant, la peur du jaune, etc.). Il s'agit de reprendre les vieux mythes pour mieux les casser dans un langage moderne.

H&M : *Une des missions principales du Musée est de travailler sur l'histoire de ces représentations de l'immigration et d'expliquer leurs effets sur les imaginaires sociaux d'aujourd'hui. Quelle est l'offre muséale qui correspond plus particulièrement à cette mission ?*

H. O. : La plupart de nos offres peut servir cet objectif. Certaines des œuvres qui ont été exposées récemment dans l'exposition *Persona grata* prennent le contre-pied des images courantes. Par exemple, le film de Laura Henno présente un jeune garçon de 11 ans en train d'apprendre à devenir passeur entre les Comores et Mayotte. Des performances théâtrales, comme celle du Good Chance Theatre, peuvent contribuer à construire une autre image des migrants. Lorsque, pendant le *Grand Festival*, nous organisons des ateliers sur les nouveaux médias avec le Centre de liaison de l'enseignement et des médias d'information (CLEMI), nous participons à une expérimentation éducative qui permet aux jeunes de réfléchir à ces médias.

La prochaine exposition sur *Paris-Londres. Music migrations*, s'inscrit aussi dans cette perspective visant à rendre compte des transformations sociales et culturelles sous l'effet de l'immigration postcoloniale au sein de deux grandes capitales européennes : Paris et Londres !

H&M : Les expressions culturelles et artistiques peuvent-elles être un levier particulier de la lutte contre le racisme et les discriminations ?

F. P. : Nous n'opposons pas les domaines et les démarches. La Dilcrah ne fait pas de production artistique mais finance le travail pédagogique autour d'œuvres, de spectacle vivant, de cinéma... c'est le cas par exemple avec des pièces de théâtre comme *Lettre à Nour* ou *Né un 17 octobre* de Rachid Benzine. Dans le même temps, elle finance trois ou quatre festivals de culture LGBT, car cela peut permettre de lutter contre certains préjugés. Pour nous, il s'agit d'un levier, comme celui du sport, au niveau national comme au niveau local.

Des lieux comme le MNHI peuvent permettre de donner de la visibilité à des formes artistiques. Mais il faut être attentif à préserver l'objet de nos interventions qui est la lutte contre le racisme. Les spectateurs qui assistent à ces événements ne doivent pas y venir par hasard, il est important que le message porté soit entendu en cohérence avec la thématique et le lieu.

H&M : Votre avis Hélène Orain sur cette même question ? L'engagement depuis plusieurs années du Musée dans la programmation fin mars d'un Grand Festival est-il la traduction de ce positionnement d'une institution patrimoniale dans la prévention et la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations ?

H. O. : Non seulement les expressions culturelles et artistiques sont un puissant levier pour lutter contre le racisme et l'antisémitisme, mais elles contribuent aussi très fortement à l'intégration des populations immigrées et étrangères et donc à la cohésion sociale de notre pays en sollicitant leur implication et leur participation active dans des activités ayant une visibilité et une légitimité dans la société française. Mais, comme l'indique le délégué interministériel, il est pour nous essentiel de ne jamais oublier le public visé ainsi que la relation étroite qui doit se nouer entre l'artiste et le citoyen. Il est très important que cette relation soit constructive et enrichissante pour les deux et qu'elle permette à chacun de mieux prendre en compte la parole de l'autre.

Les œuvres ont, de ce point de vue, un intérêt manifeste : elles montrent ce qui n'est pas montrable comme ces feuilles volantes d'Enrique Ramirez qui évoquent la vie et l'histoire d'un migrant mort en Méditerranée, ou les toiles de Pascale Consigny qui, bien mieux que des photos, ont su rendre compte de la poussière et de la boue partout présentes.

Depuis sa création en 2007, le Musée national de l'histoire de l'immigration a toujours été une institution patrimoniale engagée dans la lutte contre le racisme et l'antisémitisme en mobilisant la « sphère artistique et culturelle ». Depuis 2016 avec le soutien de la Dilcrah, au travers du *Grand Festival*, nous voulons, d'une part, donner davantage de visibilité et d'impact à cet engagement et, d'autre part, renforcer notre action de médiation/transmission auprès des acteurs concernés et du grand public. ■